



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.



Conférence mondiale UIP des jeunes parlementaires Lusaka, Zambia

**Mulungushi International Conference Centre (MICC)
16-17 mars 2016**

Document final

Rapporteur : Vincent Mwale, parlementaire (Zambie)

Les 16 et 17 mars 2016, nous avons été 130 jeunes hommes et femmes parlementaires originaires de 50 pays, sur un total de 200 participants, réunis ici à Lusaka, en Zambie, à l'occasion de la troisième Conférence mondiale UIP des jeunes parlementaires. Avec une moyenne d'âge de 38 ans, les parlementaires ayant pris part à la Conférence ont été accompagnés par quelque 20 dirigeants de parlements de jeunes, d'organisations de la société civile et d'agences internationales, le tout sous la houlette de l'UIP.

Notre troisième Conférence a été organisée conjointement par l'UIP et l'Assemblée nationale de Zambie, autour du thème *Programme 2030 : Ouvrir la voie, ne laisser personne de côté*. Elle s'est penchée sur les Objectifs de développement durable (ODD) récemment adoptés, que nous nous sommes efforcés d'aborder dans une approche qui privilégie le peuple. Nous adressons nos chaleureux remerciements à l'UIP et à l'Assemblée nationale de Zambie pour l'organisation d'un événement si important au moment même du début de la mise en œuvre du nouveau programme de développement adopté en 2015.

Nous sommes les jeunes politiciens qui pourront amener les changements nécessaires pour que les promesses formulées soient tenues, et nous nous engageons à réaliser un développement équitable, juste et durable pour tous et en particulier pour les personnes les plus vulnérables et les personnes marginalisées.

Programme 2030

Selon nous, il ne fait aucun doute que le développement, la démocratie et les droits de l'homme sont tous les trois liés et interdépendants, et nous sommes convaincus que l'action que nous mènerons en notre qualité de jeunes parlementaires peut encourager nos pays et nos nations à réaliser les ODD.

Depuis la Zambie, qui est la fierté de l'Afrique, nous voulons que notre action soit menée selon le principe d'*ubuntu*. En effet, nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir des avantages liés au développement peuvent être atteints au niveau national seulement si tous, au niveau mondial, peuvent également profiter de ces avantages. Nous poursuivrons notre coopération interparlementaire en gardant le principe d'*ubuntu* à l'esprit.

Nous proclamons le rôle indispensable des jeunes dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement. Nous demandons à ce que s'ouvre une nouvelle ère où les droits, les libertés et le bien-être du 1,2 milliard de jeunes dans le monde soient respectés.

Nous sommes convaincus que l'inclusion en politique ainsi que la participation des jeunes sont fondamentales pour que les jeunes puissent participer à la réalisation du développement et en profiter. Nous soutenons que sans la contribution et le leadership des jeunes, le Programme ne

pourra pas être mené à bien. Nous affirmons haut et fort que la participation des jeunes dans les parlements facilite la démocratie, les droits ainsi qu'un développement juste, équitable et durable.

Nous demandons à ce que les hommes et responsables politiques des générations antérieures affichent une volonté claire pour la participation des jeunes. Nous voulons collaborer avec ces générations antérieures pour stimuler la représentation des jeunes dans nos parlements. A l'heure actuelle, nous, les jeunes parlementaires, sommes une minorité dans les parlements tout en étant une majorité dans nos sociétés. Seul 1,9 pour cent des parlementaires ont moins de 30 ans alors que plus de la moitié de la population mondiale a moins de 30 ans. Notre plus haute priorité est donc de résorber cette inégalité en politique.

En outre, nos parlements sont également d'importants moteurs de développement et sont nécessaires pour la réalisation des ODD. Nous devons adopter une approche qui privilégie le peuple dans le cadre de notre travail parlementaire et ouvrir nos institutions pour garantir la prise en compte de la voix de chacun, en particulier des personnes les plus vulnérables et des personnes marginalisées. Nous sommes convaincus que les progrès accomplis se mesureront à la manière dont ces deux groupes avanceront dans le cadre du programme de développement.

Nous sommes également convaincus que dans le cadre du développement, une approche fondée sur les droits est fondamentale pour promouvoir l'égalité, l'équité et la non-discrimination. Nous soulignons avoir besoin d'indicateurs propres à mesurer l'avancement du développement qui prennent en compte les droits de l'homme et le bien-être. Nous avons besoin de la collaboration d'agences nationales et internationales ainsi que d'organisations de la société civile pour améliorer et soutenir la collecte de données ventilées sur la base d'une multitude de facteurs, tels que l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique, la race, la religion, la situation économique et le statut de handicapé.

Pour que la démocratie aborde une ère nouvelle, nous devons prendre en compte les avancées réalisées dans le domaine des nouvelles technologies. Nés à l'heure du numérique et porteurs d'idées et de perspectives nouvelles, les jeunes ont le bagage idéal pour enrichir nos démocraties en faisant le grand saut dans la Démocratie 2.0 et en assurant la promotion de parlements plus ouverts, plus transparents et plus efficaces. En tant que jeunes parlementaires, nous pouvons instaurer les conditions nécessaires à l'utilisation de réseaux sociaux et de canaux de communication numériques pour relier plus étroitement les jeunes citoyens et nos parlements.

Nous sommes convaincus que la corruption est l'un des obstacles les plus importants à la réalisation d'un développement juste, équitable et durable. En outre, elle réduit la confiance que le peuple accorde à nos institutions. Nous sommes convenus que notre rôle dans la lutte contre la corruption peut contribuer grandement à l'amélioration de nos parlements et au renforcement de nos démocraties.

Nous sommes fermement décidés à protéger notre planète et à encourager des schémas de production et de consommation durables pour garantir que les jeunes et les générations futures puissent profiter des ressources naturelles et vivre en bonne santé sur une planète bien portante. Nous appuyons le Plan d'action de l'UIP sur la lutte contre les changements climatiques et nous nous engageons à contribuer à sa mise en œuvre.

En tant que jeunes parlementaires, nous sommes décidés à :

- intégrer les questions relatives aux jeunes dans l'élaboration de politiques en matière de développement en orientant les stratégies et plans nationaux pour le développement, en contrôlant leur mise en œuvre et en allouant les ressources nécessaires pour garantir qu'ils apportent des résultats aux jeunes, hommes et femmes;
- contribuer à l'institutionnalisation des objectifs de développement au sein de nos parlements en créant, s'il y a lieu, des commissions spécialisées;

- faire respecter l'obligation de rendre compte en contribuant à l'examen systématique des progrès réalisés par le Gouvernement dans la mise en œuvre de plans pour le développement d'une manière propre à améliorer la transparence et l'accès à l'information;
- dynamiser nos partenariats avec les organisations de jeunes et intégrer les opinions et les préoccupations des jeunes dans les politiques et la législation grâce à des interactions directes dans le cadre parlementaire et en-dehors de celui-ci, y compris par l'intermédiaire des outils offerts par les nouvelles technologies tels que les pétitions et les auditions en ligne;
- donner la priorité aux dépenses budgétaires consacrées au bien-être social et économique, et à la coopération internationale au développement, plutôt qu'aux dépenses militaires;
- assurer le suivi de la coopération internationale au développement dans le but de promouvoir la santé, la création d'emplois et l'enseignement dans les pays en développement partenaires;
- renforcer la transparence, la visibilité et le contrôle des finances publiques pour mener la lutte contre la corruption et permettre au public d'examiner de plus près les dépenses publiques, y compris par l'intermédiaire des réseaux sociaux;
- légiférer pour mettre en place un enseignement gratuit et obligatoire pour tous les jeunes, hommes et femmes, contrôler l'application des lois en la matière et veiller à ce que les formations soient adaptées aux besoins existant sur le marché du travail;
- appuyer la créativité et l'entrepreneuriat des jeunes, y compris en allouant des fonds et en facilitant l'accès aux prêts pour les jeunes entrepreneurs à des conditions favorables;
- soutenir l'égalité des sexes et l'autonomisation des jeunes femmes;
- porter le programme de développement à l'attention du public et des médias, y compris en faisant appel à des vedettes sportives qui sont populaires auprès des jeunes;

Nous sommes convaincus que pour rajeunir les démocraties, il convient de laisser les jeunes prendre l'initiative dans le programme de développement en ne laissant personne de côté. En nous donnant la parole, à nous les jeunes, en nous donnant les moyens de participer au programme pour le développement de manière significative et en adhérant à nos idées nouvelles, à notre talent et à nos directives en matière de promotion des nouvelles technologies, les démocraties deviendront plus ouvertes, accessibles, transparentes, fiables et efficaces. Nous, parlementaires, sommes venus des quatre coins du monde à Lusaka parce que nous refusons d'être mis à l'écart, parce que nous rejetons l'idée que des décisions soient prises en notre absence et parce que nous voulons aider à propulser l'humanité dans une ère nouvelle dans l'intérêt de tous.

En gardant cela à l'esprit, nous confirmons qu'il existe des liens entre le thème de cette Conférence et le thème du Débat général de la 134^e Assemblée, *Rajeunir la démocratie, donner la parole aux jeunes*, et recommandons que le présent document final soit pris en compte pour alimenter le Débat qui se déroulera durant l'Assemblée.

Nous demandons également à l'UIP de continuer à nous soutenir pour nous rassembler à l'occasion de conférences internationales, étendre la portée de notre voix et renforcer notre influence. Nous félicitons l'UIP de son nouveau rapport intitulé *La représentation des jeunes dans les parlements nationaux (2016)* et l'encourageons à poursuivre le suivi de la représentation des jeunes.

Nous nous réjouissons de nous réunir à nouveau en 2017 pour discuter d'autres moyens d'améliorer la vie des jeunes partout dans le monde.